

# DÉVELOPPER UNE ALTERNATIVE AU VLAAMS BELANG ET SON MONDE

Propos recueillis par **Sabine Beaucamp**  
Conseillère en éditions à PAC

# DÉVELOPPER UNE ALTERNATIVE AU VLAAMS BELANG ET SON MONDE

Propos recueillis par **Sabine Beaucamp**  
Conseillère en éditions à PAC

**Comment expliquer la percée de l'extrême droite en Flandre ? Le Vlaams Belang y a en effet réalisé un score de 18,5% le 26 mai 2019. Eric Corijn, philosophe de la culture et sociologue, professeur d'Études Urbaines à la VUB, co-fondateur du Brussels Studies Institute interuniversitaire, revient sur l'ancrage nationaliste, les ambitions d'avenir des extrêmes-droites flamandes. Mais aussi les alternatives pour endiguer le phénomène.**

**SABINE BEAUCAMP Pourquoi l'extrême droite a remporté un tel succès électoral en Flandre alors qu'elle reste marginale en Wallonie ?**

**ERIC CORIJN** Différentes raisons historiques sont possibles, mais la principale est qu'en Flandre, l'extrême droite est intimement associée au nationalisme flamand, à la question identitaire. Ce qui est généralement moins le cas dans les régions francophones. En Flandre le nationalisme est historiquement de droite (il l'est souvent, mais pas toujours, regardez le Pays basque ou l'Irlande du Nord où le nationalisme y est relié à un projet de gauche). Le Vlaams Belang (VB) s'est tourné vers ce nationalisme, dans une version plus radicale et xénophobe, pour se situer à droite de la NV-A, formation pourtant déjà bien à droite.

**BS Est-ce que la montée du score électoral du VB peut s'expliquer par l'image plus « sociale » qu'il tente de se donner ?**

**EC** Il est vrai que les droites populistes en Europe en général, par exemple le Rassemblement National en France, reprennent certaines revendications sociales. Ceci indique surtout la crise du mouvement ouvrier traditionnel, les partis de gauche s'étant soumis au discours néolibéral de la concurrence et du marché, donc de l'austérité. Notons qu'un clivage existe : le VB attire davantage les couches populaires et laborieuses que la NV-A, considéré comme un parti de la classe moyenne.

Mais en fait, la vraie récupération évidente aujourd'hui de la part du VB, c'est la volonté de plus de séparatisme. En 2003, la NV-A n'avait qu'un seul parlementaire, qui est monté au pouvoir précisément en se servant d'un discours séparatiste. Malgré leur accès au pouvoir (Cinq ans au fédéral, dix ans à la Région flamande), la séparation n'a pas eu lieu. Le Vlaams Belang a tenté de reprendre la main sur cette question séparatiste. Tandis que la NV-A a voulu récupérer, elle, la thématique migratoire avec la ligne dure et les provocations anti-migratoire de Theo Francken ou le refus de signer le Pacte de Marrakech. Le VB, anti-migrants et anti-islam

sous l'égide de Filip Dewinter, a tenté de surfer sur la vague, mais restait assez isolé. C'est la ligne Gerolf Annemans et la nouvelle génération en costume-cravate de Tom Van Grieken qui ont remis la question nationale au cœur de leur politique.

### **BS Qu'est-ce qui distingue vraiment la NV-A du Vlaams Belang ?**

**EC** La NV-A est un parti démocratique donc institutionnel. À l'inverse, le VB est fondamentalement raciste et populiste. La NV-A est un parti nationaliste d'État : il veut un État nation flamand qui socialise tous les gens, bien qu'uniquement dans une culture flamande. Il a donc un projet nationaliste, mais démocratique, orienté vers le *dèmos* donc la formation politique d'une nation. Ainsi, la NV-A permet aux étrangers, s'ils s'adaptent aux usages locaux, de devenir membre de la société flamande, ce qu'elle appelle une identité inclusive. Le VB est lui beaucoup plus centré sur une position ethnique : « Le peuple flamand d'abord ! » duquel ne peuvent pas faire partie les étrangers. Il a déjà défini « son » peuple, ce qui exclut de fait l'Autre.

### **BS On explique généralement le vote de l'extrême droite par le déclassement social ou la paupérisation. Or, la Région flamande est une des régions les plus riches d'Europe, comment expliquer ce phénomène ?**

**EC** Mesurer le montant de la richesse d'un territoire ne dit rien sur la distribution de cette richesse. Si, globalement, l'économie flamande est plus compétitive que l'économie wallonne, elle subit une véritable politique de privatisation des services publics. Ce qui a entraîné une augmentation considérable des inégalités sociales et un ralentissement de la redistribution des richesses : les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres. En Flandre, la social-démocratie est dans une crise profonde, devenue social-libérale, elle n'a plus pour projet de maintenir l'État Providence mais a préféré suivre la « troisième voie », celle de la compétitivité, de la marchandisation et donc

de l'exclusion sociale. La Flandre comptabilise 25 % de pauvres et est loin de connaître le plein emploi.

L'extrême-droite pointe du doigt les « profiteurs » qui s'installent en Flandre, ceux qui n'auraient pas contribué au système. Dans les couches populaires et les villes ouvrières où la social-démocratie et les syndicats sont en perte de vitesse, ce type d'argumentaire raisonne particulièrement fort. Ce qui crée une idée concurrente au maintien des acquis sociaux pour tous les travailleurs : celle de mettre au frigo la protection sociale pour les demandeurs d'emploi et les nouveaux arrivants pour la réserver aux locaux actifs. En Flandre, cette idée est peut-être plus présente qu'en Wallonie.

### **BS Quel bilan du cordon sanitaire en Flandre peut-on faire presque 30 ans après ?**

**EC** Je suis un grand partisan du cordon sanitaire. J'ai même participé à sa création en Flandre. Nous avons lancé cette idée suite aux élections législatives de 1991, marquées par une forte progression de l'extrême droite puisque 500.000 voix avaient été comptabilisées, ce qui lui avait valu le surnom de « Dimanche noir ». Ce qui avait été décidé ce soir-là, c'était de ne faire aucun accord politique avec l'extrême-droite : en aucun cas on ne pouvait utiliser leur force politique ou leur soutien pour construire des majorités dans les exécutifs, ni même procéder à des votes de lois ou de motions avec elle.

Ce cordon sanitaire politique existe toujours, et avec succès. J'estime que c'est assez exceptionnel comparativement à la France, à l'Autriche ou à l'Italie. En Belgique, aucun membre du VB n'a jamais obtenu un seul poste exécutif, dans aucun village, aucune commune, aucune région, ni aucune communauté. Depuis plus de 30 ans, nous avons réussi à les tenir en dehors du pouvoir et donc de la mise en place concrète de leurs idées.

## **BS Mais le cordon n'a pas tenu en Flandre au niveau médiatique...**

L'idée du cordon sanitaire a été élargie aux médias par certains : il s'agissait de les exclure des débats politiques, de ne pas leur tendre le micro. Pourtant actuellement, ils représentent près de 25 % des intentions de vote en Flandre. Les nier et ne pas débattre de leurs idées avec eux sur les plateaux est sans doute contre-productif. Il faut aborder l'idée d'autonomie de la Flandre ou la manière dont ils se représentent l'immigration ou la religion musulmane, ce sont là des positions sur lesquelles il faut débattre franchement avec eux.

Toute la question est naturellement la manière de faire, il ne faut surtout pas les interviewer comme s'ils étaient une source d'opinion comme une autre. Sur ce plan-là, il apparaît clairement que la normalisation idéologique de leur discours a été relayée par les médias flamands sans vraiment porter une contradiction suffisante.

## **BS Comment, à gauche, récupérer du terrain face à l'extrême droite ?**

**EC** En ne perdant pas de vue que la gauche n'est là pas pour gérer la société, mais bien pour l'améliorer, la transformer. Elle doit indiquer comment changer *structurellement* la société et inventer un nouveau modèle de société.

J'identifie trois grands défis planétaires face auxquels la gauche doit répondre. Environnemental d'abord, en changeant notre rapport à la nature et à la diversité biologique. Et en dépassant la crise écosystémique due aux extractions réalisées pour le profit. Ensuite, le social. Il faut répondre à l'échelle mondiale au défi des inégalités sociales. Rappelons que 80 % de la richesse mondiale est accaparée par moins de 10 % de la population mondiale. Et que 70 % de la population mondiale vit sur 3 % de la richesse. Une situation notamment installée par trente années de néolibéralisme où les gens travaillent de plus en plus dur et longtemps avec des salaires et un pouvoir d'achat qui ne suivent pas. Par contre, les revenus des

actionnaires ont eux doublés, voire triplés. Cet enjeu de crise économique et sociale doit être pris à bras le corps et touche notamment à la question de la propriété. Or, les communs sont presque abolis et on a assisté à une privatisation gigantesque des biens publics qui aura des répercussions énormes dans les décennies à venir. Enfin, troisième défi, celui de la question du vivre ensemble. Les États-nations ont été construits au cours du 19<sup>e</sup> siècle sur base d'une langue, d'une culture, d'un peuple, d'un territoire, d'une histoire. Mais aujourd'hui, la majorité de la population mondiale vit en ville, dans des métropoles c'est-à-dire des lieux qui vivent explicitement de leurs différences. Le vivre-ensemble de cette population urbanisée doit se développer sur base de la différence et non plus sur celle d'une communauté homogène fantasmée. Ce n'est pas le communautaire qui doit définir le social.

Répondre à ces trois grands défis peut constituer un véritable agenda pour les progressistes. La gauche doit présenter de manière forte, assumée et visible une alternative. Elle doit dire que 40 ans de dérégulation néolibérale nous ont laissé crises et instabilités. Mais est-ce qu'aujourd'hui une gauche dite inclusive, populaire, internationaliste, redistributrice, solidaire existe encore ? Il faut élaborer un camp progressiste, construire un espace où l'on débat et critique la société actuelle avec les personnes qui pensent qu'il faut une transformation systémique. Et qui pensent que ces transformations nécessitent une solidarité entre les humains. On ne peut plus se contenter d'un rôle gestionnaire, il faut trouver au plus vite une vraie alternative. Car la force de la droite et de l'extrême droite, est qu'elles ont une proposition d'une alternative réelle. Le Vlaams Belang a une vision certes antihumaniste mais en tout cas très claire et déterminée des choses : exclure l'Autre pour vivre entre soi. Il faut être bien plus radical dans les implications et les choix urgents à faire aujourd'hui. J'ignore si l'on va récupérer le terrain occupé par l'extrême droite mais je sais que le seul rapport de force possible avec elle réside dans la force de l'alternative que la gauche peut proposer.

Répondre aux défis environnementaux, sociaux, et du vivre-ensemble peut constituer un véritable agenda pour les progressistes. La gauche doit présenter de manière forte, assumée et visible une alternative.

Elle doit dire que 40 ans de dérégulation néolibérale nous ont laissé crises et instabilités. Mais est-ce qu'aujourd'hui une gauche dite inclusive, populaire, internationaliste, redistributrice, solidaire existe encore ? Il faut élaborer un camp progressiste, construire un espace où l'on débat et critique la société actuelle avec les personnes qui pensent qu'il faut une transformation systémique. Et qui pensent que ces transformations nécessitent une solidarité entre les humains.

On ne peut plus se contenter d'un rôle gestionnaire, il faut trouver au plus vite une vraie alternative. Car la force de la droite et de l'extrême droite, est qu'elles ont une proposition d'une alternative réelle. Le Vlaams Belang a une vision certes antihumaniste mais en tout cas très claire et déterminée des choses : exclure l'Autre pour vivre entre soi. Il faut être bien plus radical dans les implications et les choix urgents à faire aujourd'hui. J'ignore si l'on va récupérer le terrain occupé par l'extrême droite mais je sais que le seul rapport de force possible avec elle réside dans la force de l'alternative que la gauche peut proposer.